

COMMISSION EUROPEENE  
Rue de la Loi / Wetstraat 170  
B-1049 Bruxelles/Brussel  
Belgique/België

## HILFE – HELP – AIUTO – AU SECOURS

L'île sur laquelle nous nous trouvons s'enlise avec le manque grandissant de contrôle sur le commerce ou peut-être, des lois devenues inadaptées...

Base de cette lettre de doléance :

Extrait du site officiel de la Commission Européenne ([https://europa.eu/european-union/topics/competition\\_fr](https://europa.eu/european-union/topics/competition_fr))

La réglementation de l'Union européenne (UE) dans le domaine de la concurrence vise à assurer des conditions justes et équitables aux entreprises, tout en favorisant l'innovation, l'harmonisation des normes et le développement des petites et moyennes entreprises (PME).

La législation européenne interdit aux entreprises:

- de s'entendre sur les prix ou de se répartir les marchés;
- d'abuser d'une position dominante sur un marché pour éliminer des concurrents plus petits;
- de fusionner, si cette opération leur permet de contrôler le marché.

Dans la pratique, cette règle n'empêche qu'un petit nombre de concentrations d'avoir lieu. Les grandes entreprises qui réalisent un volume d'activités important dans l'UE doivent obtenir l'autorisation préalable de la [Commission européenne](#) avant de fusionner, même si elles sont établies en dehors de l'UE.

Protection des petites entreprises

Les grandes sociétés n'ont pas le droit d'utiliser leur pouvoir de négociation pour imposer aux fournisseurs ou aux clients des conditions qui entraveraient leur liberté de traiter avec leurs concurrents. La Commission peut infliger des amendes aux entreprises coupables de ces pratiques, qui entraînent une augmentation des prix et/ou une diminution du choix.

« Le but fondamental des lois régissant le commerce de détail dans l'Union Européenne est l'avantage et la protection du consommateur final. »

L'intention de ce principe est noble et sans appel. Il reflète sans aucun doute une volonté d'équité et de développement du commerce de détail dans un environnement sain et serein.

Ceci posé, il apparaît que certaines lacunes probablement inévitables, font que ces louables principes se retrouvent souvent controversés et se transforment en une série de mécanismes toxiques pour ceux qui se trouvent en amont du consommateur final (CF).

La loi est formelle, l'application d'un prix minimum (ex. lorsqu'un fabricant désire imposer un prix max / min pour la protection de son image de marque ainsi que l'assurance d'un service auprès du CF) est totalement interdit et peut conduire à des pénalités sévères.

- Qu'en est-il lorsqu'un acteur important de vente en ligne se permet par sa taille, d'imposer des prix d'achats inférieurs auprès des grossistes ou fabricants et que de fait, proposera inévitablement des prix inférieurs au minimum vital de la bonne marche d'un commerce de taille moyenne ?
- Qu'advient-il lorsque certains membres de l'EU offrent des conditions préférentielles à des acteurs hors EU (amazon, Apple etc.) dont les bénéfices ne profitent pas à cette EU.
- Qu'advient-il de ce grossiste qui dépense des montants importants pour que les marques qu'il distribue restent en première ligne mais qui se retrouvent vendues voir bradées par les grands acteurs ?

- Qu'advient-il du CF qui a de moins en moins accès à un service de qualité puisque le revendeur n'a plus les moyens d'y subvenir ?
- Qu'advient-il des recettes TVA, se retrouvant à des niveaux bien plus bas suite aux baisses de prix anarchiques pratiquées par ces géants ?
- Qu'advient-il de tous ces commerces, bien qu'une sélection naturelle soit de bon augure, qui ferment et n'offrent plus de possibilité au CF d'aller voir, toucher, sentir, entendre, sans compter les employés se retrouvant soit au chômage ou engagés au « lance-pierre » par des totalement acteurs dénoués de sens éthique ?
- Qu'advient-il de toutes ces données stockées par ces géants, pour la plupart hors EU, « offertes gratuitement » par le CF et dont l'EU ne profitera jamais ?
- A quand une limitation des « price trackers » qui, à la seconde, s'accordent aux prix les plus bas sans même que le consommateur aie à lever le petit doigt ?

La liste est longue...

La crédibilité d'une police n'est validée que par le bien fondé de ses agissements. La crédibilité des lois elle aussi, ne peut être acceptée, intégrée, appliquée avec ferveur que si elle offre une contrebalance or, dans les cas cités ci-dessus, cette contrebalance a bien des difficultés à se faire valoir.

Sommes-nous totalement en marge, ou face à un manque d'intelligence ? Existe-t-il un moyen mis à disposition par l'EU permettant de mieux comprendre ce que nous n'avons apparemment pas saisi ?

Cette missive n'exprime pas la seule voix d'un interlocuteur mais d'un grand nombre de personnes, à tous les niveaux de la chaîne commerciale, que ce soit le CF, le revendeur, le grossiste ou le fabricant. Elle n'a pas non plus la moindre intention belligérante mais au contraire de faire prendre conscience aux responsables du danger guettant les principes mêmes de cette protection du consommateur final.

En espérant recevoir tous les éclaircissements de votre part,